



21 juin 2011 : journée d'action et d'information syndicale

Contre l'austérité, Pour une autre gouvernance économique européenne

Quand la crise a éclaté, l'Union européenne a soutenu les États dans leurs politiques d'aide aux banques, transformant ainsi des dettes privées en dettes publiques.

Aujourd'hui l'Union européenne et les principaux États qui la composent, défendent une politique de réduction drastique de ces mêmes dettes, poussés par les agences de notation, au risque d'aggraver la crise économique et sociale actuelle.

Le Conseil européen des 24 et 25 mars 2011 a adopté le Pacte Euro plus, véritable pacte d'austérité pour les États de la zone Euro élargie.

Le Pacte prévoit :

- des comparaisons des coûts unitaires de main d'œuvre ;
- une hostilité envers l'indexation salariale et, de façon plus générale, de la négociation centralisée ;
- un lien entre salaire et productivité en écartant l'inflation ;
- une pression à la baisse sur les salaires du secteur public et, dans certains cas, sur les salaires minima, non sans conséquences pour les salaires du privé ;
- une pression à la baisse sur les droits à pension et les systèmes de protection sociale ;
- l'encouragement de contrôles constitutionnels stricts de la dette et des dépenses publiques.

Ce pacte, très déséquilibré, visant essentiellement à diminuer les dépenses et les coûts, menace la protection sociale et la revalorisation des salaires. Il est nécessaire de promouvoir des objectifs de compétitivité et de convergence des politiques économiques, mais il est inacceptable que les salaires, pensions et prestations sociales deviennent les principales variables d'ajustement de l'économie européenne.

Ces choix des autorités européennes et des états membres risquent de conduire au blocage de la croissance, voire de provoquer une récession.

Une autre politique est indispensable

Avec la CES, la CFDT, la CGT, l'UNSA militent pour une gouvernance européenne qui œuvre en faveur d'une Europe plus sociale et solidaire pour tous les citoyens, les jeunes en particulier. La coordination des politiques économiques des différents états membres est indispensable, notamment au sein de la zone euro. Aussi, la gouvernance économique responsable, que nous préconisons, doit être axée sur un développement économique créateur d'emplois stables et de qualité, la promotion de la formation pour tous, des salaires décents, ainsi qu'une protection sociale forte. Le pouvoir d'achat, le niveau des salaires et l'accès à des services sociaux de qualité doivent être défendus et assurés.

Avec la CES, la CFDT, la CGT, l'UNSA revendiquent :

- l'autonomie des partenaires sociaux dans le champ de la négociation collective et particulièrement en ce qui concerne les salaires et la négociation salariale ;
- le développement du dialogue social notamment dans l'élaboration des politiques économiques européennes ;
- une réduction graduelle des déficits publics respectant les capacités d'investissement en faveur d'un développement économique durable ;
- une gouvernance économique européenne incluant une harmonisation de l'assiette fiscale avec un taux d'imposition minimum pour les entreprises ;
- la mise en place d'euro-obligations (Eurobonds) pour financer des investissements dans les projets et les réseaux d'infrastructures et de développement européens.

La CFDT, la CGT, l'UNSA, ensemble contre le Pacte d'austérité, pour un Pacte de progrès économique et social.